

le Gouvernement n'a pour ainsi dire nommé que des membres de son propre parti.

Je passe maintenant au sujet suivant qui se rapporte à la situation dans l'Ouest. Le discours du trône contient les lignes suivantes :

Mes ministres ont examiné anxieusement les moyens d'assurer la distribution rationnelle de la récolte de blé de l'Ouest canadien et ils ont déjà pris à ce sujet les mesures que les circonstances semblaient autoriser.

J'espère que le premier ministre, lorsqu'il aura la parole, nous dira ce qu'il entendait par mesures effectives: s'il s'agissait des instructions écrites données par le ministre du Commerce (M. Stevens) à ses agents dans le monde entier, de faire de leur mieux pour aider le commerce canadien; ou des échanges que nous allons commencer bientôt avec la Bolivie; ou des ouvertures de crédits à la Chine, qui achèterait du blé canadien. Le premier ministre nous dira, je l'espère, si c'est cela qu'il avait dans l'esprit; et si c'est autre chose, il voudra bien l'indiquer, car jusqu'à présent le pays se demande et cherche en vain ce que l'on a bien pu faire d'utile et d'encourageant pour l'agriculture, principalement pour l'agriculteur de l'Ouest. Récemment, le ministre de l'Agriculture (M. Weir) s'est engagé à payer sur le revenu provenant de la taxe, moyennant certaines conditions, le transport du bétail d'un endroit du Canada à un autre, aux frais du public. C'est autant de pris, je le suppose, mais si c'est là tout ce que l'on se propose en fait de mesures effectives, je crains que l'action du Gouvernement n'enthousiasme pas l'agriculteur canadien.

Je passe maintenant au programme législatif. Mon très honorable ami s'exprime ainsi dans le discours du trône :

On a déjà fait connaître les grandes lignes du projet d'ordre général de développement national entrepris par mon gouvernement et qui comprend des dispositions au sujet des pensions de vieillesse, de l'assistance à l'agriculture, à l'instruction technique et à la construction de routes.

Quant à cela, c'est vrai: Dieu sait si on l'a dit et redit. Mais la teneur du paragraphe suivant, savoir la date de l'accomplissement, est bien moins connue.

On a donc accordé un soin particulier aux phases successives qui doivent marquer son exécution, et vous serez appelés à étudier des mesures tendant à sanctionner toute ligne de conduite que pourrait justifier la situation économique actuelle...

M. HANSON (York-Sunbury): Evidemment.

Le très hon. MACKENZIE KING: "Evidemment", dit mon honorable ami. Lui et ses amis tenaient un autre langage durant la dernière campagne: la situation économique exigeait, disaient-ils, que cela se fasse non

[Le très hon. Mackenzie King.]

seulement tout de suite mais sans égard à la question de la dépense. On aurait une grande route nationale s'étendant d'un océan à l'autre et en territoire entièrement canadien; la canalisation du Saint-Laurent entièrement en territoire canadien aussi; le débouché vers la mer de la région de la rivière de la Paix, et d'autres voies conduisant à la baie d'Hudson; et tout cela, tout de suite. L'on devait contribuer davantage à aider l'agriculture, l'enseignement technique et à la pension de vieillesse. Vieilles gens des deux sexes furent induits à croire qu'ils toucheraient une pension aussitôt que ce Parlement se réunirait, tandis qu'on leur dit maintenant qu'ils en jouiront aussitôt que la situation économique le permettra, et, remarquons-le, avec cette réserve: ...et à être suivie sans trop obérer le trésor national.

L'administration libérale, lorsqu'elle était au affaires et maîtresse de la trésorerie, aurait pu, monsieur l'Orateur, eût-elle voulu agir à la manière de nos honorables amis de la droite, dire, au cours de la campagne: "La caisse est à notre disposition; nous allons y puiser pour donner à tous la pension de vieillesse, aider l'agriculture de façon à ce que chacun en bénéficie, et de même l'enseignement technique, et aussi pour établir une grande route nationale. Et nous allons faire cela tout de suite avec l'argent des contribuables." Nous aurions pu dire tout cela et obtenir le résultat atteint par nos honorables amis de la droite.

M. COTNAM: Vous êtes pris de regrets?

Le très hon. MACKENZIE KING: Du tout. Ce sont mes honorables amis de la droite qui ont raison de le regretter et qui auront lieu de le regretter davantage avant longtemps. Ce que je veux faire bien comprendre, c'est que nous nous rendions parfaitement compte de l'aspect financier de ces obligations, des impôts qu'il faudrait pour s'en charger, et que nous voulions être francs avec le peuple.

J'arrive maintenant au paragraphe touchant la revision du tarif et à l'établissement d'une commission du tarif. Je présume qu'il s'agit comme à la session spéciale d'un relèvement, sujet sur lequel je reviendrai tantôt. Quant à la commission du tarif, naturellement nous attendrons pour nous prononcer de connaître les fonctions qu'on se propose de lui attribuer. Le premier acte de mon très honorable ami, en prenant le pouvoir, a été d'abolir la commission du tarif qui existait alors, laquelle avait recueilli une documentation précieuse et, dans la mesure du possible, contribué à atténuer les divergences d'opinions et à rapprocher les éléments divers en servant toutes les classes de la société telles que l'industrie, l'agriculture, etc. Telle fut l'œuvre de la